

Vers la dissertation...

Sujet : Les mécanismes de marché sont-ils toujours efficaces ?

- 1) Sélectionnez 6 à 8 documents dans un souci d'équilibrage de vos 2 grandes parties.
- 2) Extrayez des 6-8 documents choisis les arguments pertinents pour votre argumentation (idées, citations, données, exemples...)
- 3) Listez les connaissances de cours supplémentaires dont vous avez besoin (notions, définitions, données, mécanismes...)
- 4) Établissez votre problématique (« Nous voulons démontrer que... ») de laquelle découlera votre plan (les 2 grandes parties).
- 5) Construisez votre plan détaillé (cad élaborez les sous-parties et rangez-y les différents arguments issus des documents que vous aurez sélectionnés et de vos connaissances de cours).
- 6) Rédigez l'introduction (en 5 étapes) et la conclusion (réponse explicite à votre problématique, bilan de votre démonstration (rappel grandes étapes de l'argumentation) + ouverture)

► Document 1

Pourtant, cet équilibre recherché par tous les joueurs en concurrence n'est pas nécessairement une situation optimale pour le groupe. C'est la morale d'un type de jeu devenu célèbre où les joueurs ne peuvent être sûrs de la stratégie des autres, c'est le « dilemme du prisonnier ». En voici une version économique : deux entreprises se disputent un marché et chacune redoute que l'autre lance une campagne de publicité pour lui prendre sa part. Du coup, pour éviter ce risque, toutes deux se payent de la publicité. À l'arrivée, les deux firmes conservent leurs parts de marché initiales, mais en supportant de coûteux frais publicitaires, d'où un profit moindre. [...] La théorie des jeux montre ainsi que, par la seule concurrence même pure et parfaite, l'intérêt individuel ne mène pas automatiquement à l'intérêt général.

J.-P. Chanteau, *Alternatives économiques*, n°144, janvier 1997.

► Document 2

La réflexion suggère que les institutions du marché sont mal adaptées à la « production » ou, plus encore, à la concrétisation des progrès de la connaissance. Le progrès technique est en effet un bien collectif ; mais, dans une économie de marché, le brevet, qui protège l'invention et donc préserve l'incitation privée à inventer, limite aussi la diffusion souhaitable du bien collectif qu'est la connaissance. Cette perception de la défaillance du marché est sans doute en filigrane dans le slogan léniniste définissant le socialisme comme « les Soviets plus l'électricité ». C'est bien la conviction d'une meilleure utilisation du progrès technique qui inspirait l'objectif soviétique du dépassement des États-Unis. Force est de constater que les faits ont démenti un pronostic qu'un premier raisonnement économique paraît corroborer. [...] Presque toutes les innovations techniques qui ont un effet sur notre vie quotidienne, du transistor à la puce électronique, du plastique à l'avion à réaction, ont été conçues en Occident et d'abord développées industriellement dans le contexte économique du marché.

Roger Guesnerie, *L'économie de marché*, Le Pommier, Paris, 2005.

► Document 3

L'homme a presque continuellement besoin de l'aide de ses semblables, mais il ne peut pas l'attendre de leur seule bienveillance. Il sera bien plus sûr de réussir, s'il fait appel à leur intérêt personnel. C'est ce que fait celui qui propose à un autre un marché quelconque ; le sens de sa proposition est ceci : « Donnez-moi ce dont j'ai besoin, et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin vous-même ». Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger que nous attendons notre dîner, mais bien de leur propre intérêt. Puisque chaque individu essaie, le plus qu'il peut, premièrement d'employer son capital à améliorer l'industrie nationale, et deuxièmement de diriger cette industrie de manière à lui faire produire la plus grande valeur possible, chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. À la vérité, son intention, en général, n'est pas de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. Il ne pense qu'à son propre gain ; en cela, comme dans d'autres cas, il est conduit comme par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions.

D'après Adam Smith, *La Richesse des nations* (1776).

► Document 4 : Friedrich Von Hayek

[...] Hayek est un ardent défenseur du marché. Dans une société complexe caractérisée par une division du travail poussée, la « concurrence est la seule méthode susceptible de réaliser la coordination recherchée ». La supériorité du marché tient dans le fait qu'il est le lieu où circulent certes des produits, mais aussi des signaux qui, via les mouvements de prix, révèlent l'état de l'offre et de la demande. [...] Le mécanisme de marché permet donc d'assurer la compatibilité des plans des agents. La libre variation des prix permet la coordination dans le temps des activités individuelles décentralisées. A contrario, Hayek dénonce la planification développée par le socialisme soviétique qui ne peut réunir toute l'information nécessaire à une prise de décision centralisée. Elle ne peut pas davantage anticiper l'évolution des goûts et des besoins des consommateurs, ce qui conduit à des décisions inadaptées [sur-production de biens non désirés par les consommateurs ou, à l'inverse, sous-production de biens fortement demandés].

In *Dictionnaire des auteurs de SES*, Bréal, 2003, p.113

► Document 5

Dans le cas où un bien est effectivement collectif, les bénéficiaires des services correspondants sont tentés de se comporter en « passager clandestin ». Chacun en bénéficiant, s'ils sont produits par les autres, chacun aurait intérêt à ne pas contribuer à sa production si le financement s'opérait sur une base purement volontaire ; et si chaque citoyen faisait de même, le bien en question ne serait pas fourni, alors qu'il pourrait très bien être désiré par tous, compte tenu de son prix.

Pascal Salin, *L'arbitraire fiscal*, Slatkine, 1995.

► Document 6

Le poisson est une ressource rare. Jusqu'à une date récente, la région du Grand banc, située entre la province canadienne et de Terre-Neuve et l'Etat américain du Maine, regorgeait de poissons. Il y avait donc aussi de nombreux pêcheurs, qui parvenaient à gagner facilement leur vie grâce à la pêche. Comme il n'existait pas de droits de propriété, chacun s'efforçait de capturer autant de poissons que possible. Un pêcheur soucieux de ses seuls intérêts pense, tout a fait rationnellement, que tout poisson qu'il n'attrape pas sera pris par quelqu'un d'autre. Il en est résulté une véritable tragédie pour la région : la surexploitation a été telle que non seulement le poisson s'est raréfié, mais également que la pêche est devenue non rentable. Joseph Stiglitz, Principes d'économie moderne, De Boeck, 2000.

► Document 7

La tulipe [...] pousse à l'état sauvage dans les pays de la Méditerranée orientale et plus à l'est. Ses bulbes arrivèrent pour la première fois en Europe occidentale au XVIème siècle [...] Un immense prestige fut bientôt associé à la possession et à la culture de la plante. [...] Toute l'attention se concentra sur la possession et l'exhibition des variétés les plus étonnantes. Et, si l'on aimait beaucoup les plus exceptionnelles de ces fleurs, on aimait vite encore plus la hausse de prix que leur beauté et leur rareté imposaient. C'est pour cette hausse que l'on cherchait à présent les bulbes et, vers le milieu des années 1630, elle semblait ne devoir jamais connaître aucune limite [...] Les prix étaient extravagants ; en 1636, un bulbe jusque-là « sans valeur intrinsèque » pouvait s'échanger contre « un carrosse neuf, deux chevaux gris et leurs harnais » [soit jusqu'à 50000 euros d'aujourd'hui] La fin arriva en 1637. [...] Les sages et les nerveux commencèrent à prendre leurs distances, nul ne sait pourquoi : d'autres les virent partir ; la ruée pour vendre se fit panique ; les prix tombèrent dans un précipice.

John Kenneth Galbraith, Brève histoire de l'euphorie financière, Le Seuil, 1992.

► Document 8 : Cours de la Bourse de New-York de 1890 à 2000



Lecture : En 1929, le cours des actions cotait en moyenne 33 fois le bénéfice moyen des entreprises américaines.

Source : Robert Schiller, Irrational exuberance, Broadway books, 2000.

► Document 9

AIDONS
LES LÉPREUX.
2 EUROS POUR STOPPER
LA CONTAGION.

Le 30 janvier,
donnez.

Journée Mondiale des Léproux

Faites un don

Envoyez une E-card

► Document 10

[...] Car le lait est, plus encore que toutes les autres matières agricoles, un sujet d'étude extraordinaire où se mêlent étroitement, l'économique, le politique, le social et même la « civilisation », comme dirait notre président de la République. Une bonne façon de comprendre le casse-tête français et européen est de prendre du recul. [...] Le lait et ses dérivés, c'est d'abord un très gros marché. Rien qu'en France, il s'agit du premier secteur de l'industrie alimentaire avec 25 milliards d'euros. Et, dans le monde, c'est une activité en croissance de près de 2,5 % par an sous la poussée des pays émergents comme la Chine (13 % de hausse par an entre 2005 et 2008). Mais c'est aussi un sujet social. Car l'élevage laitier est structurant pour l'agriculture, dont c'est le premier métier, et donc pour les territoires. Il y a encore près de 90.000 exploitants laitiers en France. Aucun politique ne peut se résoudre à entériner la disparition des prairies à vache qui parsèment le territoire. [...] Même des libéraux comme les Etats-Unis, le Canada ou le Japon fixent encore arbitrairement un prix du lait, fonction non pas de la demande, mais du prix de revient des producteurs. Au Canada, le prix du lait dépasse les 450 dollars, soit deux fois plus qu'en Allemagne ou en France et presque quatre fois plus que le prix de revient néo-zélandais (120 dollars). L'Europe a longtemps encadré les prix et les quantités, d'abord en rachetant les surplus de production (les fameux stocks de beurre des années 1970), puis en fixant des quotas maximaux pour limiter la surproduction. En France, jusqu'à cette année, des négociations entre producteurs, coopératives et industriels (« les trois familles ») fixaient un indice d'augmentation des prix chaque

trimestre. Le lait est ainsi la matière première la plus surveillée du monde. Mais le dispositif vole en éclats. Cette année, le gouvernement français, inquiet des hausses de prix, a interdit la négociation tripartite, au nom de la concurrence. Du côté de l'Europe, la disparition des quotas est programmée pour 2015. Tout cela à un moment où les prix mondiaux s'effondrent.[...]

Philippe Escande, Fonterra et les 3 paradoxes de l'économie laitière, Les échos, 7/10/2009

► Document 11

[...] Même si la loi n'entrera en application qu'en 2014, le président Obama va la signer sans délai. « *Ce n'est pas une réforme radicale, mais c'est une réforme majeure* », vient-il de conclure à l'issue d'une procédure interminable qui aura absorbé l'essentiel de son énergie depuis son entrée à la Maison Blanche. De fait, si la nouvelle loi oblige la plupart des Américains à disposer d'une assurance médicale (grâce à une subvention publique pour ceux qui ne sont pas assez pauvres pour être assurés par l'Etat, et pas assez riches pour se payer une assurance privée), elle n'est pas « radicale ». En effet, elle ne remet nullement en cause la puissance parasitaire du lobby des assureurs. Dès lors que le président Obama a dû renoncer à créer un nouveau système d'assurance publique, ou « *public option* » (les Américains plus pauvres et les personnes âgées sont déjà couverts par l'Etat), le gouvernement fédéral vient de garantir des millions de nouveaux clients aux assureurs privés. Par ailleurs, le vote n'a été acquis qu'au prix de concessions importantes faites aux adversaires de l'avortement, nombreux chez les élus démocrates du Sud : un décret présidentiel va interdire que l'argent public finance une procédure d'interruption volontaire de grossesse. Enfin, selon le bureau du Budget, plus de 20 millions d'Américains, en particulier les immigrés clandestins, demeureront encore sans assurance en 2019. La réforme est néanmoins « majeure ». Près de 32 millions d'Américains ne vont plus vivre dans la hantise d'une maladie qui les ruinerait. Et, contrairement à leurs habitudes délicates, les compagnies d'assurance n'auront plus le droit de refuser de couvrir un enfant ou un adulte lorsqu'ils tombent malades... Certains républicains, qui prétendent redouter que les Etats-Unis ne deviennent socialistes, voire pire, promettent déjà de revenir sur cette loi s'ils remportent la majorité aux élections de mi-mandat, en novembre prochain.

Source : Le Monde Diplomatique, Santé, enfin une victoire pour Obama, 22 mars 2010 (<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-03-22-Sante-enfin-une-victoire-pour-le>)

► Document 12

Il y a, au départ, une bonne intention : en effet, on peut souvent être choqué par le fait que dans un système de marché on produise d'abord ce qui génère du profit et pas forcément ce qui correspond à des besoins indispensables ; ainsi, on peut avoir une production importante de produits considérés comme peu nécessaires alors que dans le même temps des familles ne trouvent pas à se loger. Dans le cas d'une planification centralisée, on considérera qu'il faut d'abord produire les biens nécessaires, avant des biens moins utiles. Mais cette démarche, pleine de bonnes intentions, peut amener à des résultats désastreux. Ainsi, l'organisme central, le Gosplan, pouvait décider qu'on devait produire une quantité donnée d'automobiles dans l'année (ce sont les objectifs de la planification) ; il transmettait les directives aux entreprises d'automobile mais celles-ci avaient besoin de consommation intermédiaire, d'équipements et de main d'œuvre pour atteindre les objectifs du plan. Elles retransmettaient donc leurs besoins au Gosplan qui informait les entreprises de fabrication de pneus, de tôles ou autres, des besoins nécessaires ; ces mêmes entreprises voyaient leurs objectifs augmenter et avaient donc des besoins nouveaux qu'elles transmettaient au Gosplan, et ainsi de suite. De fait, et comme on peut s'en douter, les objectifs devenaient très difficiles à atteindre : les entreprises d'automobile, par exemple, n'arrivaient pas à obtenir les pneus ou la tôle nécessaire pour fabriquer leurs voitures ; elles n'arrivaient donc pas à produire dans l'année ce qui était demandé. La manière la plus simple, pour chaque entreprise, de régler le problème fut alors de tricher : il y avait plusieurs manières de le faire :

* D'abord on pouvait surestimer ses besoins en tôles, main d'œuvre, pneus... de façon à être sûr d'obtenir ce qu'on veut et d'atteindre plus facilement les objectifs du plan. Mais, du coup, d'autres entreprises produisaient des consommations intermédiaires qui n'étaient pas nécessaires. Il y avait donc, au niveau macroéconomique, un grand gaspillage. * La deuxième technique consistait à ce que l'entreprise automobile produise elle-même les consommations intermédiaires de façon à être sûre de les avoir ? Mais pour cela, il fallait utiliser des ouvriers à autre chose qu'à fabriquer des voitures.

* Enfin, on pouvait produire des biens faciles à obtenir même s'ils n'étaient pas de bonne qualité. [...] On a ainsi de nombreux exemples surprenants : une entreprise produisant des pièces en acier inutilisables mais permettant d'atteindre le plan qui avaient été fixé en tonnes ; une autre qui, pour répondre à une directive en mètres de tissu (et non mètres carrés), s'est mise à produire des rubans.

Thierry Rogel, professeur de SES (<http://mondessensibleetsciencesociales.e-monsite.com/rubrique,la-place-du-marche,573874.html>)